



NATIONAL ASSEMBLY

FIRST SESSION

THIRTY-FOURTH LEGISLATURE

Bill 122

**An Act to amend the Act respecting
the Québec Pension Plan and the
Act respecting the Ministère du
Revenu**

Introduction

Introduced by
Mr Raymond Savoe
Minister of Revenue

**Québec Official Publisher
1991**

EXPLANATORY NOTES

The object of this bill is to confer on the Court of Québec jurisdiction to review decisions rendered under the Act respecting the Québec Pension Plan with respect to applications for status determination, employers' contributions and assessments relating to self-employed earnings.

The bill also provides that the procedure set out in the Act respecting the Ministère du Revenu concerning summary appeals may, at the option of the taxpayer, apply to matters mentioned above.

Bill 122

An Act to amend the Act respecting the Québec Pension Plan and the Act respecting the Ministère du Revenu

THE PARLIAMENT OF QUÉBEC ENACTS AS FOLLOWS:

1. Sections 181 to 183 of the Act respecting the Québec Pension Plan (R.S.Q., chapter R-9) are repealed.

2. Section 184 of the said Act is replaced by the following section:

“184. The provisions of Book X of Part I of the Taxation Act apply, adapted as required, to a decision rendered by the Minister under section 65 or 69 and to any assessment with respect to self-employed earnings.”

3. Section 222 of the said Act is repealed.

4. Section 93.2 of the Act respecting the Ministère du Revenu (R.S.Q., chapter M-31), replaced by section 7 of chapter (*insert here the chapter number of Bill 107*) of the statutes of 1991, is amended

(1) by replacing the period at the end of paragraph *e* by a semi-colon;

(2) by adding, at the end, the following paragraphs:

“(f) a decision rendered by the Minister under section 65 of the Act respecting the Québec Pension Plan (R.S.Q., chapter R-9);

“(g) an assessment under section 66 of the Act respecting the Québec Pension Plan relating to duties not exceeding \$4 000;

“(h) an assessment under the Act respecting the Québec Pension Plan relating to self-employed earnings.”

5. Every case pending before the Review Commission, established under the Act respecting the Québec Pension Plan, before the coming into force of this Act shall be referred, without costs, to the Court of Québec unless it is ready for hearing or its hearing has begun.

6. This Act comes into force on the date fixed by the Government.

Le ministre est tenu, dès la réception de l'avis ou dans le délai accordé par le Bureau de révision, de lui transmettre le dossier relatif à la décision.

«**30.** Le dépôt d'une demande de révision ne suspend pas la décision du ministre.

«**31.** Le demandeur peut être représenté ou assisté par un avocat. Il peut également être représenté par un parent ou par un organisme sans but lucratif voué à la défense ou aux intérêts des immigrants, s'il ne peut se présenter lui-même du fait qu'il ne se trouve pas au Québec. Dans ce dernier cas, le mandataire doit fournir au Bureau de révision un mandat écrit, signé par la personne qu'il représente, indiquant la gratuité du mandat.

«**32.** Avant de rendre une décision, le Bureau de révision doit permettre à chaque partie de se faire entendre à moins qu'elle n'y renonce ou choisisse d'exposer ses prétentions par écrit.

«**33.** Le Bureau de révision peut confirmer, modifier ou infirmer la décision qui fait l'objet d'une demande de révision. Sa décision doit être écrite et motivée.

«**34.** Une décision du Bureau de révision est finale et sans appel.

«**35.** Le Bureau de révision peut, d'office ou sur demande d'une personne intéressée, réviser ou révoquer toute décision qu'il a rendue :

a) lorsqu'est découvert un fait nouveau qui, s'il avait été connu en temps utile, aurait pu justifier une décision différente ;

b) lorsqu'une partie n'a pu, pour des raisons jugées suffisantes, se faire entendre ;

c) lorsqu'un vice de fond ou de procédure est de nature à invalider cette décision.

«**36.** Sauf sur une question de compétence, aucun des recours prévus par les articles 33 et 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre le Bureau de révision ou un de ses membres agissant en sa qualité officielle.

Tout juge de la Cour d'appel peut, sur requête, annuler par procédure sommaire les jugements, ordonnances ou injonctions prononcés à l'encontre du présent article.

«**37.** Une copie de la décision du Bureau de révision est transmise aux parties par courrier recommandé ou certifié ou par tout autre moyen permettant la preuve de sa réception.

« **38.** Le Bureau de révision peut, par règlement, édicter des règles de preuve, de procédure et de pratique. Les règlements pris en application du présent article sont soumis à l'approbation du gouvernement.

« **39.** Le Bureau de révision transmet chaque année au ministre, au plus tard le 31 mars, un rapport de ses activités que ce dernier dépose à l'Assemblée nationale dans le délai prévu à l'article 9. ».

7. Malgré toute disposition inconciliable de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1), les employés du gouvernement du Canada, affectés à la mise en oeuvre des services d'accueil, d'intégration linguistique et culturelle et des services spécialisés d'intégration économique offerts au Québec, qui acceptent l'offre d'emploi écrite présentée par le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, aux fins de l'administration de services correspondants dispensés par le ministre, deviennent employés du gouvernement du Québec et fonctionnaires au sens de la Loi sur la fonction publique à compter de la date de leur intégration et, à cette fin, le Conseil du trésor peut déterminer toute règle, norme et politique relative au classement, à la détermination du taux de traitement, à la permanence ou à toute autre condition de travail applicable à ces fonctionnaires.

8. Le gouvernement peut, lors de l'intégration dans la fonction publique des employés du gouvernement du Canada affectés à la mise en oeuvre des services visés à l'article 7, conclure avec le gouvernement du Canada tout accord relatif aux régimes de retraite.

9. Le ministre peut, jusqu'au 1^{er} janvier 1993, autoriser généralement ou spécialement une personne à exercer les pouvoirs qui lui sont conférés par la présente loi et qui sont reliés aux services prévus à l'article 7.

10. Le gouvernement peut édicter les premières règles de preuve, de procédure et de pratique du Bureau de révision.

11. Tout premier règlement qui pourra être édicté par le gouvernement d'ici le 1^{er} janvier 1992, en vertu des nouvelles dispositions édictées par les articles 3 et 10 de la présente loi, pourra l'être sans qu'un projet de ce règlement ne soit publié à la *Gazette officielle du Québec*.

Il en est de même de tout premier règlement modifiant ou abrogeant un règlement édicté en vertu de la Loi sur le ministère des

inautés culturelles et de l'Immigration pour assurer la
 lance des dispositions réglementaires édictées en vertu de
 i avec les nouvelles dispositions édictées par la présente loi.

s dispositions de ces règlements peuvent avoir effet, en tout
 artie, à compter du 1^{er} avril 1991 ou à une date ultérieure.

. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur le
 . 1991.